RAPPORTEUR : Jean-Paul BARBOT

OBJET : Versement d'un fonds de concours à la commune de Colombiers pour la construction du réseau d'eaux pluviales dans le bourg

Mesdames, Messieurs,

Dans le cadre du plan pluriannuel d'investissement 2010/2014 adopté le 29 juin 2009, le conseil communautaire a décidé de soutenir le projet d'investissement de la commune de Colombiers qui n'avait bénéficié que d'une partie du fonds de concours attribué aux autres communes.

La commune de Colombiers présente aujourd'hui un projet de construction du réseau d'eaux pluviales dans le bourg.

Le plan de financement s'établit aux montants suivants (exprimés en € HT) :

Dépenses : 954 169 €

<i>Acquisitions</i>	32 000 €
<i>Etude Maîtrise d'oeuvre</i>	79 834 €
<i>Travaux</i>	842 335 €

Recettes : 954 169 €

<i>Subvention Etat (FNADT)</i>	163 804 €
<i>Subvention du Conseil Général</i>	190 834 €
<i>Subvention FST (RFF)</i>	171 543 €
<i>Réserve parlementaire</i>	30 000 €
<i>Fonds de concours de la communauté</i>	197 988 €
<i>Emprunt</i>	200 000 €

* * * * *

VU l'article L 5216-5 du code général des collectivités territoriales relatif aux compétences des communautés d'agglomération et notamment son paragraphe VI concernant le versement de fonds de concours,

VU la délibération n°2014/65 du conseil de municipal de Colombiers du 25 septembre 2014,

VU la délibération n°2 du conseil de communauté du 22 avril 2014, déléguant une partie des attributions du conseil au bureau,

Le bureau, ayant délibéré, décide d'attribuer un fonds de concours de 197 988 € à la commune de Colombiers pour l'aider à financer la construction du réseau d'eaux pluviales dans le bourg.

Délibération du bureau prise par délégation

du 2 février 2015

n° 7

page 2/2

La dépense sera imputée à la ligne budgétaire 820.11/2041412/2130

UNANIMITE

Certifiée exécutoire

Par le président de la communauté d'agglomération

Transmis à la sous préfecture, le 5/02/2015

Publié au siège de la CAPC, le 3/02/2015

n° 479

Pour ampliation,

Pour le président et par délégation,

La responsable du service juridique

Nadège GROLLIER